

Travail agricole et rapports de genre: Cas des ouvrières recrutées dans les mouqefs du périurbain Casablancais

[Agricultural Labor and Gender: Female Workers from the Péri-urban Mouqefs of Casablanca]

*Rachida Jehouani*¹

¹Laboratoire de recherche sur les différenciations socio-anthropologiques et les identités sociales (LADSIS),
University Hassan II,
Casablanca, Maroc

ABSTRACT: Women's labor in Morocco faces significant and persistent challenges. According to the Haut-Commissariat au Plan (HCP), gender disparities in labor market participation remain pronounced, with female participation declining from 19% in 2019 to merely 16% in 2024, compared to 67.1% for men. A 2023 HCP survey on women's participation in the Moroccan labor market further reveals that gender stereotypes and cultural values continue to hinder women's integration into the workforce. The majority of employment opportunities available to women are concentrated in precarious and informal sectors, raising critical questions about their autonomy and socioeconomic emancipation. Against this backdrop, this study examines female agricultural labor in the peri-urban region of Casablanca, focusing on agricultural workers residing in this area and recruited through the mouqef: an informal hiring space operating outside any formal regulatory framework. Drawing on a qualitative microsociological approach, the research combines direct observation with semi-structured interviews. This methodological design enables close engagement with the daily realities of these workers, capturing both their lived experiences and the structural conditions shaping their labor. The study aims to contribute to a deeper understanding of the intersections between gender, informality, and precarious work in a peri-urban Moroccan context.

KEYWORDS: Female labor, gender, peri-urban, space, mouqef, agricultural worker.

RÉSUMÉ: Le travail féminin au Maroc est confronté à de nombreux défis. Selon le Haut-Commissariat au Plan (HCP), les inégalités de genre dans le taux d'activité demeurent prononcées : la participation féminine au marché du travail a reculé de 19 % en 2019 à seulement 16 % en 2024, contre 67,1 % pour les hommes. Une enquête menée par le HCP en 2023 sur la participation des femmes au marché du travail marocain révèle par ailleurs que les stéréotypes de genre et les valeurs culturelles continuent de freiner leur intégration professionnelle. La majorité des opportunités d'emploi qui leur sont accessibles se concentrent dans des secteurs précaires et informels, soulevant des questions fondamentales quant à leur autonomie et à leur émancipation socioéconomique. Dans cette perspective, la présente étude examine le travail agricole féminin dans la région périurbaine de Casablanca, en s'intéressant aux ouvrières agricoles résidant dans cette zone et recrutées par l'intermédiaire du mouqef, espace informel d'embauche fonctionnant en dehors de tout cadre réglementaire officiel. S'appuyant sur une approche microsociologique qualitative combinant observation directe et entretiens semi-directifs, cette recherche vise à saisir au plus près le quotidien de ces travailleuses, à recueillir leurs discours et à mieux comprendre les conditions structurelles qui encadrent leur activité. Elle ambitionne ainsi de contribuer à une compréhension plus fine des articulations entre genre, informalité et précarité dans le contexte périurbain marocain.

MOTS-CLEFS: Travail féminin, genre, Périurbain, espace, mouqef, ouvrière agricole.

1 INTRODUCTION

La sociologie du travail s'est longtemps construite autour d'une figure centrale : celle du travailleur masculin. Les travaux fondateurs de Georges Friedmann, Pierre Naville ou encore Elton Mayo en témoignent, la dimension féminine y demeurant largement absente. Comme le souligne Maruani, « cet ouvrier était forcément, mais implicitement, un homme »[1]. C'est dans ce contexte qu'émerge progressivement une sociologie du travail féminin, portée notamment par des pionnières telles que Madeleine Guilbert, puis consolidée sous l'impulsion du mouvement féministe en un champ d'étude à part entière, interrogeant la place des femmes sur le marché du travail, les questions d'identité, d'égalité et de genre[2].

Au Maroc, parmi les premiers sociologues à s'être intéressés à l'activité féminine figure Malika Belghiti, qui, dans son ouvrage (*La ségrégation des garçons et des filles à la campagne*, 1971)[3], a apporté des informations détaillées sur cette activité, la division du travail et la manière dont les femmes percevaient leur rôle. Fatima Mernissi a également analysé les liens entre

patriarcat, religion et modernité, montrant que le travail et l'éducation favorisent l'émancipation féminine (*Le harem politique*, 1987 ; *Chahrazad n'est pas marocaine*, 1988)[4]. Les recherches qui ont suivi se sont intéressées à une multitude de thématiques, notamment l'accès des femmes au marché du travail, les transformations sociales et économiques, la persistance des normes de genre, les trajectoires professionnelles féminines, les stratégies d'adaptation et d'autonomie: Aïcha Belarbi (1990)[5], Bourquiea (1999)[6] et, plus récemment, Rodary (2007)[7], Bouasria (2013)[8], Aït Mous (2016)[9], Bossenbroek (2021)[10] et Benbelli (2023)[11].

Dans le contexte socio-économique marocain, le travail des femmes est confronté à de nombreuses difficultés. Le Haut-Commissariat au Plan (HCP) souligne la persistance de disparités liées au genre dans le taux d'activité féminin. De manière générale, ce taux est passé de 28,1 % en 2000 à 19 % en 2019, puis à 16 % en 2024, alors qu'il s'établissait à 67,1 % pour les hommes [12]. La majorité des opportunités se concentrent dans des secteurs précaires et informels, ce qui remet en question l'autonomie et l'émancipation des femmes. Les stéréotypes de genre et les valeurs culturelles influencent fortement l'intégration des femmes sur le marché du travail, comme le révèle une enquête menée par le HCP en 2023[13].

Dans cette perspective, notre étude porte sur les ouvrières agricoles de la région périurbaine de Casablanca, recrutées via le mouqef, passage obligatoire avant de rejoindre l'exploitation. Leur quotidien révèle des dynamiques complexes : précarité de l'emploi, conditions de travail difficiles, inégalités de genre, violences, harcèlement et manque de reconnaissance sociale et institutionnelle [14]. L'objectif de ce travail est de comprendre ces formes d'inégalités et les rapports de pouvoir qui structurent leur expérience.

Cet article propose de réexaminer la condition ouvrière sans recourir à des généralisations, en considérant les ouvrières agricoles comme un groupe hétérogène doté d'une compréhension spécifique de leur vécu. En s'appuyant sur les travaux de Max Weber, l'étude vise à identifier les motivations sous-jacentes à leurs comportements et les significations qu'elles attribuent à leurs actions. La richesse des interactions et des mises en scène qui caractérisent leur vie justifie l'adoption de l'approche interactionniste développée par Erving Goffman, permettant une observation attentive des routines et des pratiques ordinaires dans les espaces du *mouqef* et des exploitations agricoles.

2 MÉTHODE

L'étude a adopté une approche compréhensive fondée sur une méthodologie microsociologique qualitative, centrée sur les ouvrières agricoles recrutées dans les *mouqefs* et les exploitations agricoles de la région du Grand Casablanca. Il importe toutefois de distinguer ce groupe de celui des salariées agricoles bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée (CDI), qui occupent un emploi stable et sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ainsi qu'à la caisse de retraite. Les ouvrières ciblées par cette recherche exercent dans de petites exploitations agricoles ; leur emploi, de nature temporaire et informelle, dépend essentiellement des opportunités de recrutement offertes dans les *mouqefs*.

Le travail de terrain s'est appuyé, dans un premier temps, sur l'observation directe menée au mouqef de Mediouna, dans le périurbain casablançais, auprès des *mouqfias*, terme désignant les femmes fréquentant le *mouqef* à la recherche d'un emploi, par opposition au *mouqfi* pour les hommes, ainsi que des ouvrières dans les fermes. Cette approche a permis de saisir la réalité de leur quotidien : conditions de recrutement et de travail, négociations, pratiques et interactions avec les différents acteurs. Attentive aux propos et au vocabulaire employé par ces femmes, elle s'est révélée particulièrement riche, les discours recueillis, spontanés et ancrés dans leur contexte, offrant une compréhension fine du vécu ouvrier.

Dans un second temps, des entretiens semi-directifs ont été menés afin d'approfondir et de nuancer l'analyse du quotidien des ouvrières agricoles. Le terrain s'est déroulé dans la zone périurbaine du Grand Casablanca, caractérisée par la prédominance de petites et moyennes exploitations agricoles [15]. Ce milieu constitue un espace d'étude scientifique particulièrement riche : échappant aux règles et aux planifications urbaines, il abrite une diversité de pratiques, de modes de vie et de trajectoires, marqué à la fois par l'exode rural et par l'expansion urbaine [16]. L'enquête a été planifiée de manière à couvrir les différentes saisons agricoles, en diversifiant les profils sociodémographiques des 41 femmes participantes.

La section suivante explore plusieurs dimensions du quotidien des ouvrières agricoles : leur profil socio-économique, les circonstances qui les amènent à exercer un travail agricole, ainsi que le *mouqef* en tant qu'espace de recrutement informel chargé de significations sociales et genrées. Elle analyse également les perceptions contrastées liées à la présence féminine dans cet espace public, les formes de harcèlement sexuel, la relation entre ouvrières et employeurs, et les situations de domination et de résistance vécues par ces femmes.

3 RÉSULTATS ET DISCUSSION

3.1 PROFILS DES OUVRIÈRES AGRICOLES

Parmi les principales conclusions de cette enquête, il ressort que les ouvrières agricoles recrutées dans les *mouqefs* forment un groupe hétérogène. Leur diversité se manifeste principalement à travers l'âge, l'état matrimonial et les origines. Le point commun entre les participantes réside dans une situation de vulnérabilité et de précarité généralisée :

Sur le plan matrimonial, 46 % des ouvrières sont veuves, divorcées ou abandonnées avec leurs enfants. Ce constat illustre les défis auxquels sont confrontées ces femmes, cheffes de famille dans la majorité des cas. Elles doivent subvenir aux besoins de leur famille tout en faisant face aux contraintes socioéconomiques et aux stéréotypes de genre. Par ailleurs, 31 % des participantes sont mariées, ce qui témoigne de la diversité des situations au sein de ce groupe. Les femmes mariées sont soumises à des pressions spécifiques liées à leur statut matrimonial et à l'autorité maritale, le mari étant considéré comme chef de famille. Ces configurations différentes appellent une lecture nuancée de chaque situation.

Sur le plan de la scolarité, 68 % des ouvrières n'ont aucun niveau d'instruction, ce qui a des répercussions négatives sur leur accès aux opportunités d'emploi, sur leurs revenus et sur leur accès aux ressources économiques et sociales. Toutes les ouvrières interrogées ont en commun l'absence de diplôme et de formation professionnelle. La plupart sont originaires de milieux ruraux et issues de familles agricoles, ce qui explique en partie leur orientation vers le secteur agricole.

Sur le plan socioéconomique, ces femmes se trouvent dans une situation de vulnérabilité : elles ont soit perdu le soutien financier de leur mari en raison d'un décès, d'un abandon ou d'un divorce, soit elles sont contraintes d'apporter une contribution financière à leur famille pour faire face aux aléas de la vie. Plus de la moitié, soit 51 % de l'échantillon, assument le rôle de cheffe de ménage et la responsabilité de la gestion familiale. Ce constat souligne l'importance de replacer le vécu des ouvrières agricoles dans leur contexte socioéconomique. En tant que cheffes de ménage, elles jouent un rôle déterminant dans la prise de décisions familiales et la gestion des ressources, ce qui influe directement sur leur quotidien.

3.2 LE MOUQEF ET LES RAPPORTS DE GENRE

Le mouqef est un espace informel non reconnu officiellement par l'État, sans signalétique nominative. Un groupe de personnes en quête d'emploi a investi un espace public qui est devenu, au fil des années, un lieu légitime de recrutement informel pour un travail informel. Le mouqef était là avant même que l'urbanisation ne ravage la région. Fadma, 65 ans, veuve avec 2 enfants, ancienne mouqfia, le dit clairement : « *Il y a plus de 30 ans que je fréquente le même mouqef ; d'ailleurs, il était là avant mon arrivée et avant même les appartements et les cafés qui sont là. Avant, ce lieu était vide, il y avait des fermes « aarssate » partout.* »

Ci-dessous une illustration du *mouqef* de Mediouna

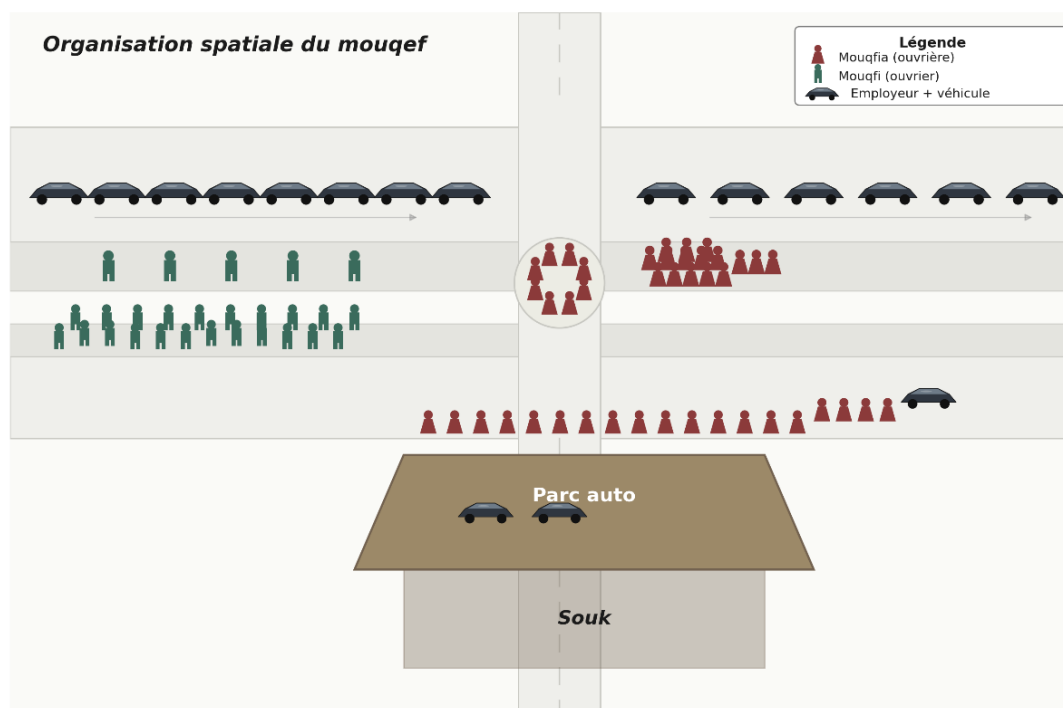


Fig. 1. Illustration de la division de l'espace dans le mouqef

Le *mouqef* s'anime dès 3 h du matin et s'achève juste après le lever du soleil. Il se définit par l'agir de ses usagers : les *mouqfias*, les *mouqfis* et les agriculteurs. Une fois l'activité terminée, le lieu change de fonction et peut accueillir d'autres usages, tels qu'un point de vente ou un stationnement. Ainsi, le *mouqef* apparaît comme un espace à la fois concret, vécu et symbolique, interprété et défini par les représentations et les pratiques de ses acteurs [17], tout en constituant un moyen de production, de contrôle et de domination. Selon Martina Löw [18], l'espace est produit par l'agencement des corps, des objets et des symboles que les acteurs sociaux mobilisent dans leurs pratiques quotidiennes. C'est précisément cette conception qui permet de saisir la

nature du *mouqef*. Sans le rassemblement de ses usagers, le lieu géographique ne demeure qu'un trottoir ordinaire, un parking ou autre, sans aucune signification particulière. C'est l'action créatrice nocturne des acteurs en lien avec l'activité agricole, l'attente, la négociation, le recrutement, qui transforme ce lieu ordinaire en un espace chargé de sens. Le *mouqef* n'est donc pas un cadre préexistant, il est, au contraire, le produit de la présence *mouqfiale*. Cette construction spatiale est indissociable de l'action et de la temporalité qui lui donnent vie. Sans l'action dans l'espace et le temps de ses usagers, le *mouqef* n'a aucune existence ni signification sociale

Le *mouqef*, tel qu'observé sur notre terrain, se caractérise par son intersubjectivité : les diverses perceptions de ses usagers se conjuguent pour créer un « apparaître-commun » [19]. Sa dynamique spatiale, influencée par l'environnement physique et le contexte interactionnel, repose sur les interactions et sur tout ce qui est visible et audible. Les observations de terrain ont révélé que la présence masculine et féminine n'y est pas perçue de la même manière : celle des hommes est valorisée, tandis que celle des femmes suscite des interrogations. Se rendre au *mouqef* est perçu comme un acte courageux et honnête pour un homme cherchant à gagner sa vie par des moyens légaux ; pour une femme, en revanche, cette fréquentation est souvent regardée d'un œil critique par son entourage, quand bien même son objectif est identique : subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille. Un nombre important de participantes a révélé ne pas déclarer leurs fréquentations du *mouqef* à leur entourage. Cette dissimulation se manifeste à travers leur discours, leur manière de s'habiller et de cacher leur visage [20]. La stigmatisation des ouvrières agricoles est surtout liée au passage par le *mouqef* qu'au travail agricole lui-même. Face à cette image sociale négative, les *mouqfias* se voient contraintes de dissimuler leur apparence, allant jusqu'à modifier leur identité, à se fondre dans leurs vêtements et à se voiler, physiquement et symboliquement, pour échapper au regard des autres.

Ce constat illustre la persistance des normes de genre dans l'organisation de l'espace : le *mouqef* met en évidence une valorisation du masculin au détriment du féminin, faisant de l'espace public le reflet d'une hiérarchisation qui remet en question toute notion d'égalité spatiale. S'y ajoute l'utilisation de la rue comme espace de recrutement, où les *mouqfias* poursuivent les employeurs et négocient leur embauche, une image évoquant les femmes « faisant le trottoir », qui les expose à des comparaisons discréditantes. Ce constat est renforcé par la construction sociale de l'espace public comme espace risqué pour les femmes, une perception renforcée par la temporalité nocturne des activités. Les femmes sont alors conditionnées à percevoir l'espace public comme potentiellement dangereux, ce qui limite leur présence et leur participation [21]. Pourtant, les *mouqfias* interrogées ont déclaré ne pas se sentir réellement en danger, notamment parce qu'elles se déplacent en groupe : la présence collective crée à la fois protection et solidarité.



Fig. 2. Photo des mouqfias dans le mouqef de Mediouna.

Le *mouqef* agit ainsi comme un microcosme de la société, révélant les tensions entre mutations sociales et constructions normatives. Il montre que des espaces traditionnellement masculins peuvent devenir des terrains de changement, générant des transformations sociales et remettant en question les représentations figées des rôles de genre. Dans ce contexte, la sortie nocturne des femmes pour se rendre au *mouqef* demeure l'un des principaux facteurs de la stigmatisation sociale du *mouqef* au féminin.

3.3 LE HARCELEMENT SEXUEL

Le harcèlement sexuel est aujourd'hui une notion de plus en plus présente dans le débat national. La loi 103-13 [22] intègre de nouvelles formes de harcèlement et de violence et prévoit des mesures pour lutter contre ces comportements dans les lieux publics, notamment des peines de prison et des amendes. L'élargissement de la définition du harcèlement sexuel a entraîné une réinterprétation des interactions entre femmes et hommes. Notre terrain adopte la définition juridique en vigueur et, de là, considère que le harcèlement sexuel recouvre tout commentaire ou plaisanterie à connotation sexuelle, regards insistants, attouchements, ainsi que l'abus de pouvoir pour obtenir des faveurs sexuelles [23]. Ces comportements peuvent émaner des *mouqfis*, de l'employeur ou du chauffeur de transport. Le HCP, dans son enquête sur la prévalence de la violence à l'encontre des femmes en 2019 [24], indique que celle-ci touche 58 % des femmes en milieu urbain et 55 % en milieu rural. L'étude souligne également que le harcèlement sexuel constitue le principal acte de violence dans les lieux publics. Cependant, elle montre que la perception des enquêtés tend à légitimer ces violences ou à en justifier l'auteur, qu'il s'agisse de la sphère privée ou publique. Cette tendance se retrouve dans *le mouqef* et à la ferme, dans les discours des ouvrières, ouvriers et employeurs. Le terme « femme facile » (*khfifa*), « elle veut passer le temps » (*brate tfela*), « elle provoque les hommes » (*katjbed rjale*) ou « mauvaise femme » (*mamzianach, zaigha*) illustre la stigmatisation de la *mouqfia* qui franchit l'espace masculin ou établit des relations avec les hommes.

Les observations menées dans le terrain ont montré que le harcèlement s'intensifie dans les espaces mixtes. La manière d'aborder la *mouqfia* par un *mouqfi* ou un employeur, les gestes, les regards, le rire, les insinuations ou le chuchotement dans l'oreille illustrent les avances sexuelles que subissent les *mouqfias* pendant les deux à trois heures qu'elles passent dans cet espace public. La scène diffère de celle observée dans la rue : ici, la proximité avec le *mouqfi* crée une certaine familiarité, rendant le harcèlement plus facile envers une femme qu'il connaît déjà. La situation est similaire avec l'employeur, qui profite de son rôle de recruteur : la *mouqfia* peut se voir contrainte d'accepter ces formes de harcèlement pour obtenir un emploi. Tout refus ou toute protestation contre des propos ou attouchements peut entraîner la perte d'une opportunité de recrutement. Les discours des ouvrières confirment qu'elles subissent également des violences morales et physiques de la part des employeurs, incluant insultes, gifles et coups de fouet, révélant une structure dominée par les hommes, où les femmes sont considérées comme soumises et vulnérables. De là, analyser la relation employeur-ouvrière s'avère essentiel pour mieux comprendre le quotidien de ces femmes.

3.4 LA RELATION OUVRIÈRE / EMPLOYEUR

L'apparence de l'ouvrière joue un rôle crucial lorsqu'il s'agit de sélectionner les ouvrières au sein du *mouqef*. En effet, l'âge des ouvrières présente une grande variabilité, allant de 14 ans à plus de 70 ans. Cette diversité implique que les défis auxquels elles sont confrontées se manifestent à différentes étapes de leur vie. Les femmes perçues comme âgées (*mra kbira*) par l'employeur sont moins recrutées. Officiellement, une personne âgée est définie par le HCP comme ayant dépassé le seuil de 60 ans, qui prend également en compte le statut fonctionnel comme critère de vieillissement [25]. Cette conception est pertinente dans notre analyse.

Dans le *mouqef*, les employeurs ne connaissent pas l'âge exact des *mouqfias*. C'est pourquoi la notion de (*mra kbira*), réputée dans le *mouqef*, dépend surtout du statut fonctionnel et de l'apparence de la femme : si elle est en bonne santé et possède une apparence renvoyant à sa capacité de travailler et d'accomplir sa tâche, l'âge biologique n'a pas d'importance. L'employeur s'intéresse surtout à la posture de la femme ; ici, le corps est l'un des éléments essentiels dans le choix des ouvrières. Elles sont évaluées sur la base de leur condition corporelle, de leurs aptitudes physiques et de leur « statut fonctionnel », avec des préjugés concernant leur capacité de travail fondés sur leur apparence et leur résistance. Malgré leur savoir-faire, les ouvrières âgées sont souvent négligées en raison d'une apparence corporelle jugée moins efficace. Par ailleurs, cette attitude subjective témoigne d'une hiérarchisation basée sur le genre, où les femmes doivent constamment démontrer leur force physique, une situation qui les expose à diverses formes de domination et de discrimination. Le terrain révèle aussi que la majorité des ouvrières et des employeurs se connaissent entre eux : une maltraitance peut conduire les *mouqfias* à refuser de travailler pour un employeur donné. À l'inverse, la bonne réputation de ce dernier facilite ce recrutement. L'étude montre que les dynamiques de genre et d'autonomie se manifestent dans les relations entre ouvrières et employeurs. Les ouvrières sont confrontées à un système de rapports de force dominé par les employeurs. Elles réadaptent leur position en fonction de la réputation et du comportement des employeurs, notamment en refusant de travailler pour ceux ayant une mauvaise réputation. Elles renégocient leur position en diffusant des informations sur les employeurs violents, ce qui engendre une résistance collective. Les ouvrières sont ainsi capables de redéfinir ces rapports de domination en s'organisant collectivement pour garder un certain contrôle sur leurs conditions de travail. Néanmoins, cette autonomie reste limitée par les contraintes économiques, qui les obligent à accepter des situations de travail difficiles.

3.5 RACONTER LA PÉNIBILITÉ DU TRAVAIL AGRICOLE

L'observation des ouvrières agricoles dans les fermes a permis de documenter plusieurs dimensions de leurs conditions de travail : durée des journées, relations avec les employeurs, dynamiques entre ouvrières, pauses et risques encourus. Zineb, 53 ans, travaille depuis plus de vingt ans comme ouvrière agricole. Elle raconte son quotidien à la ferme :

« Le travail agricole est très dur. Tu travailles sous le froid en hiver et sous la chaleur en été. Tu dois terminer ta tâche sans t'arrêter. Parfois, tu sens ton dos bloqué et tu veux juste te redresser un moment pour le soulager. Mais l'employeur te hurle dessus pour que tu reprennes le travail. Il t'ordonne de te pencher rapidement et de continuer sans pause. Tu regardes ta ligne de travail : elle est encore longue, alors que tu n'en peux plus. La concurrence est forte entre les ouvrières. Même si, avant d'arriver à l'exploitation, on se met d'accord pour ne pas se précipiter et avancer lentement afin de ne pas laisser derrière nous celles qui sont fatiguées, certaines ne tiennent pas parole. Quand l'employeur voit qu'une ouvrière travaille plus lentement que les autres, il ne va plus la recruter la prochaine fois. »

Les observations de terrain confirment ce tableau : les ouvrières travaillent de 7 h à 17 h à un rythme physique intense, continuellement exposées au froid, à la chaleur, au vent et à la pluie, sans abri, sans espace pour manger et sans toilettes. Les pauses de repos se réduisent à quelques minutes entre deux lignes de travail et restent soumises au bon vouloir de l'employeur. La pause déjeuner, d'environ une heure, est elle aussi surveillée, l'employeur incitant les femmes à se dépêcher de reprendre le travail. Ces conditions s'inscrivent dans un cadre structurellement précaire : les exploitations agricoles concernées échappent à la réglementation du travail, privant les ouvrières de toute protection prévue par le Code du travail. Leur rémunération, irrégulière est liée au rendement, varie d'une journée à l'autre, les maintenant dans une situation de vulnérabilité chronique. À cela s'ajoutent les risques environnementaux et sanitaires : travaillant en plein air, elles subissent les effets des intempéries et des conditions climatiques extrêmes, tandis que l'usage répandu de pesticides les expose à des risques supplémentaires pour leur santé.

Les données empiriques révèlent des expériences différenciées selon l'âge, indissociables de leur articulation avec le genre et la classe. Les jeunes ouvrières sont davantage exposées au harcèlement sexuel et recrutées sur la base de leur apparence physique, tandis que les ouvrières âgées subissent une double exclusion combinant âgisme et genre : leur corps, usé par des années de travail pénible, est perçu comme moins productif et donc dévalorisé par les employeurs.

À cette vulnérabilité physiologique (sensibilité accrue au froid, à la chaleur et aux pesticides) s'ajoute une vulnérabilité sociale que traduisent l'informalité du travail, l'absence de protection étatique et les rapports de pouvoir dans la ferme. Les ouvrières agricoles se trouvent ainsi à l'intersection de trois formes de précarité qui se renforcent mutuellement : économique (les contraignant à accepter des conditions difficiles), institutionnelle (marquée par l'absence d'application du droit du travail, de retraite et de protection sociale) et corporelle, résultat visible des deux premières, qui les exclut progressivement du marché du recrutement.

4 CONCLUSION

En conclusion, il ressort de notre terrain que les participantes à l'enquête sont recrutées de manière informelle dans les *mouqefs*, où elles se trouvent confrontées à une série de défis dès le début de leur journée de travail. Leur mobilité quotidienne les amène à circuler dans différents espaces, des *mouqef* aux transports en commun, jusqu'aux exploitations agricoles. Cela implique une lutte quotidienne pour trouver leur place, arracher une opportunité de travail, et faire face aux stéréotypes de genre. Malgré ces contraintes, la majorité des ouvrières apprécie la flexibilité qu'offre ce type d'emploi, qu'elles associent à une certaine forme de liberté. Elles peuvent s'absenter selon leurs besoins ou refuser les tâches jugées trop pénibles. Travailler en plein air revêt également une signification particulière pour elles : issues du monde rural, elles privilégient les espaces ouverts aux environnements clos tels que les usines, les domiciles ou les cafés. Les ouvrières agricoles mènent ainsi une lutte quotidienne pour préserver leur autonomie, tant sur le plan économique qu'affectif et décisionnel. Pourtant, elles demeurent invisibles dans les politiques sectorielles. Cette invisibilité soulève des interrogations quant à leur nombre réel et à leur rôle dans le secteur agricole. Cette situation contribue à leur marginalisation et les prive de toute reconnaissance officielle, renforçant davantage leur vulnérabilité et leur précarité.

RÉFÉRENCES

- [1] M. Maruani, "Chapitre 2. L'emploi féminin dans la sociologie du travail: une longue marche à petits pas," in Masculin-Féminin: questions pour les sciences de l'homme, vol. 2. Paris: Presses Universitaires de France, 2001, pp. 43–56.
- [2] M. Lallement, "9. Quelques remarques à propos de la place du genre dans la sociologie du travail en France," in Le travail du genre. Paris: La Découverte, 2003, pp. 123–137.
- [3] M. Belghiti, N. Chraïbi, and T. Adib, "La ségrégation des garçons et des filles à la campagne," Bulletin économique et social du Maroc, vol. 33, no. 120, pp. 81–144, 1971.
- [4] F. Mernissi, Le harem politique: le Prophète et les femmes. Paris: Albin Michel, 1987 ; Chahrazad n'est pas marocaine: autrement, elle serait salariée. Casablanca: Le Fennec, 1988.

- [5] A. Belaarbi, *La quête et la conquête d'un espace de vie, contraintes et opportunités pour les femmes migrantes*. Casablanca: Editions Le Fennec, s.d.
- [6] R. Bourquia, "Genre et emploi dans l'industrie textile marocaine," UNRISD Occasional Paper, no. 11, p. 41, Genève, 1999.
- [7] M. Rodary, "Le travail des femmes dans le Maroc précolonial, entre oppression et résistance: Droit au travail ou accès aux bénéfices?," *Cahiers d'études africaines*, vol. 187, no. 3–4, pp. 753–780, 2007.
- [8] L. Bouasria, "Les ouvrières marocaines en mouvement: Qui paye? Qui fait le ménage? Et qui décide?," 2013.
- [9] F. Ait Mous, "Défis des jeunes ouvriers agricoles," *Economia.ma*, 2016. [Online] Available: <http://economia.ma/fr/content/d%C3%A9fis-des-jeunes-ouvriers-agricoles>
- [10] L. Bossenbroek, "Behind the veil of agricultural modernisation: youth, gender and land in the Saïss, Morocco," Thèse de doctorat en sociologie, Wageningen University, Pays-Bas, 2016.
- [11] S. Benbelli, *Cafés d'hommes, services de femmes: les serveuses de cafés dans les quartiers populaires à Casablanca*. Éditions du Croquant, 2023.
- [12] Haut-Commissariat au Plan (HCP), "Recensement Général de la Population et de l'Habitat. Principaux résultats," 2024. [Online] Available: <https://www.hcp.ma>
- [13] Haut-Commissariat au Plan (HCP), "Analyse intersectionnelle de la participation des femmes au marché du travail marocain. Une étude comparative entre les régions de Casablanca-Settat et de l'Oriental," 2024.
- [14] A. Louali, Éd., *Le secteur agricole marocain: Tendances structurelles, enjeux et perspectives de développement*. Rabat: Ministère de l'Économie et des Finances, Direction des études et des prévisions financières, 2019.
- [15] Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE), "La petite et moyenne agriculture familiale. Pour une approche mieux adaptée, innovante, inclusive, durable et territorialisée," 2024.
- [16] N. Hassani, "La sur-urbanisation de la ville de Casablanca: étude de l'évolution spatio-temporelle de la ville de Casablanca entre 1987 et 2017," Thèse de doctorat, Université de Lorraine, 2017.
- [17] *Lexique de Sociologie*. Paris: Dalloz, 2013, p. 131.
- [18] M. Löw, *Raumsoziologie*, Suhrkamp, Frankfurt a. Main, 2001, trad. D. Renault, *Sociologie de l'espace*, Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 2015, p. 301.
- [19] J.-P. Thibaud, "Les parcours commentés," in *L'espace urbain en méthodes*. Marseille: Parenthèses, 2001, pp. 79–99.
- [20] L. Bossenbroek, "Les ouvrières agricoles dans le Saïss au Maroc, actrices de changements sociaux?," *Alternatives Rurales: Revue scientifique et de réflexion sur le développement agricole et rural*, vol. 7, no. 1, 2019.
- [21] A. Clerval and C. Delphy, "Le féminisme matérialiste, une analyse du patriarcat comme système de domination autonome," in *Espace et rapports de domination*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 2015, pp. 217–231.
- [22] Chambre des Représentants du Maroc, "Bulletin officiel," 5 juillet 2018. [Online] Available: <https://www.chambredesrepresentants.ma/sites/default/files/103-13-fr.pdf>
- [23] L.-M. Victoire, "Le harcèlement sexuel," *Les Cahiers du GRIF*, no. 32, 1985.
- [24] ONU Femmes Maroc, "Enquête HCP 2019," 2020. [Online] Available: <https://morocco.unwomen.org/fr/actualites-evenements/actualites/2020/01/enquete-hcp-2019>
- [25] Haut-Commissariat au Plan (HCP), "Emploi du temps quotidien des personnes âgées au Maroc," *Les Brefs du Plan*, no. 26, oct. 2023. [Online] Available: https://www.hcp.ma/Les-Brefs-du-Plan-N-26-05-Octobre-2023_a3758.html